

2
NOUVELLE LETTRE

SUR

L'HISTOIRE DE FRANCE.



MONOGRAPHIE DE M. NAPOLÉON BONAPARTE
(JÉRÔME.)

~~~~~  
SECONDE ÉDITION.  
~~~~~

3113

FRANCFORT S/M.

HENRI KELLER

EDITEUR.

Imprimerie de R. BAIST à Francfort s. M.

NOUVELLE LETTRE
SUR
L'HISTOIRE DE FRANCE.

MONOGRAPHIE DE M. NAPOLÉON BONAPARTE.
(JÉRÔME.)

NOUVELLE LETTRE

208

L'HISTOIRE DE FRANCE

MONOGRAPHIE DE N. NAPOLEON BONAPARTE
(JÉRÔME)

M. Napoléon Bonaparte a dépassé tout limite dans son discours au Sénat. On voit bien qu'il se sent protégé, garanti par la triple ceinture de soldats, de gendarmes, de magistrats, d'agents de police, de sbires de toutes sortes, qui protègent l'empire et les Bonapartes. On voit bien que la presse a le bâillon à la bouche et les menottes aux mains. On voit bien que la loi des suspects est toujours inscrite au code Napoléon; que les geôles de France, que les charniers de Lambessa et de Cayenne sont prêts à recevoir et à dévorer de nouvelles victimes.

On voit bien, en un mot, que cet homme n'a rien à craindre. Autrement, — ceux qui le connaissent le savent bien, il ne parlait pas ainsi, lui qui, jamais, n'a regardé personne en face, au temps où le parjure, la fraude et la violence n'avaient pas encore reconstruit la fortune des Bonapartes; au temps où la France était libre.

Il s'agit de dire, une fois enfin, ce qu'est cet homme qui leur a jeté l'injure du fond de cette sentine d'indignités et d'apostasies, qu'on appelle le Sénat.

Il parle „d'hypocrisie“ et de „lâcheté!“ ces mots auraient dû lui brûler la gorge au passage.

M. Napoléon Bonaparte est né en 1822, à Trieste, en Illyrie. L'exil, et le plus mérité des exils, pesait alors sur son père, ce Jérôme Bonaparte, cet ex-roi de Westphalie qui avait déshonoré et fait exécrer le nom français en

Allemagne, par sa tyrannie et ses ignobles et publics débordements. M. Napoléon Bonaparte est donc né sur ce sol autrichien qui fut si souvent, pour les siens, une terre d'asile, et a 39 ans.

Il est de haute stature, mais le cou est enfoncé dans les épaules; la taille a disparu sous le débordement de la chair; sa démarche est lourde sans dignité; il a la vue basse et le regard oblique. Il rapelle le premier Bonaparte, celui que MM. Thiers et Marco Saint-Hilaire, Trolong et Havin, et M. Prudhomme aussi qualifient „grand homme;“ mais il rapelle beaucoup plus Othon et Vitellius, et un peu aussi le masque du vulgaire polichinelle.

Après l'Autriche, c'est-à-dire Metternich, ce fut Rome, c'est-à-dire Grégoire XVI qui donna asile à Jérôme Bonaparte et à sa famille; et, ensuite, ce fut la Toscane, c'est-à-dire le grand-duc Léopold II. Et tous ces asiles furent sollicités à grands renforts de démarches un peu plus que respectueuses et reçus avec protestations répétées d'éternelle gratitude. Le grand-duc de Toscane dépossédé, exilé, en montre volontiers, maintenant, plus d'un specimen de la mains de Jérôme.

A quinze ans, M. Napoléon Bonaparte entra, comme élève, à l'Académie militaire de Ludwigsbourg, où le Wurtemberg forme les officiers de son armée. Mais, grâce à la protection du roi de ce pays, qui est son oncle, il entra à cette école sans avoir aucun examen à subir. Au bout de trois ans, il reçut un brevet, fort peu mérité, a-t-on dit, d'officier d'artillerie. Il ne le garda pas longtemps.

En sa qualité de neveu du roi et d'homme fort mal élevé, il se permit plusieurs fois d'insulter des camarades, des supérieurs même. Ceux-ci auraient bien voulu l'en punir, ceux-là le mener sur le pré; mais ils n'osaient, craignant d'indisposer le roi. Un jour, cependant, l'insulte tomba sur un officier moins facile à intimider, c'était un capitaine d'artillerie. Il écrivit au roi directement, lui raconta les paroles grossières de M. Bonaparte à son égard, et le supplia

ou de recevoir sa démission ou d'exiger une réparation de celui qui l'avait insulté. Le roi fit appeler à l'instant le capitaine, lui dit qu'il refusait sa démission, qu'il n'avait qu'à envoyer, le lendemain matin, des témoins à M. Napoléon Bonaparte et que celui-ci lui rendrait raison, les armes à la main, de l'insulte faite.

Sur ce, le roi fit appeler aussi son neveu; le réprimanda vivement, et termina sa réprimande en lui annonçant la visite des témoins du capitaine, et en lui recommandant de leur faire bon accueil. M. Bonaparte promit de faire honneur à la recommandation royale. Mais, le lendemain matin, la nuit avait porté conseil, et c'était un conseil de lâcheté. M. Napoléon Bonaparte refusa nettement la satisfaction promise en son nom par le roi son oncle.

Informé de ce refus, ce souverain indigné ordonna à ce singulier officier, qui craignait le duel et insultait tout le monde, de lui envoyer sa démission et de sortir du Wurtemberg sous 48 heures.

M. Napoléon Bonaparte dut obéir; et, à la suite de cette honteuse expulsion, et pour la faire un peu oublier sans doute, il se mit à voyager deçà, delà.

En 1845, ayant fait appel à la générosité de Louis-Philippe, il obtint de venir, malgré la loi d'exil, séjourner en France sous un nom supposé. Mais, s'étant tout aussitôt mis à intriguer, il se vit retirer cette permission au bout de quatre mois.

Pourtant Louis-Philippe, qui était assez bon homme, se laissa arracher, à force encore de sollicitations respectueuses et de plates promesses de gratitude, une nouvelle autorisation de séjour en France, à Paris même, pour M. Napoléon Bonaparte et son père. Ce fut en 1847.

Le vieux Jérôme Bonaparte était à peine arrivé à Paris avec son fils Napoléon que déjà il sollicitait et faisait solliciter le roi Louis-Philippe et les ministres pour obtenir de l'argent. Après avoir dévoré les millions emportés de Westphalie en 1813 et la très-considérable fortune de la

comtesse Bartollini, avec laquelle il vivait depuis plusieurs années et qui a maintenant tabouret aux Tuileries, il se trouvait à peu près sans ressources. Il demandait à devenir partie prenante au budget. Les Bonapartes n'ont jamais connu d'autre manière de vivre que de puiser dans la caisse de l'État ou dans la bourse du voisin. Quant au travail, ils en ont horreur. Vivre en travaillant ! Fi donc ! C'est bon pour des croquants.

Vaincu par les humbles prières de Jérôme, par les instances de quelques anciens suppôts de l'Empire, devenus pairs de par la Restauration et le gouvernement de Juillet, par les supplications même du prince de Joinville et de la reine, au coeurs desquels on s'était adressé, Louis-Philippe consentit généreusement à faire préparer un projet de loi qui devait être présenté aux Chambres et assurait à Jérôme, avec le rappel de la loi d'exil, une rente de cent mille francs reversible sur la tête de son fils. De plus, il se décida à le nommer pair de France. Jérôme, trouvant Louis-Philippe de si bonne composition, demanda alors qu'on ajoutât au projet de loi, cinquante mille francs pour le „petit.“ Le petit, c'était son fils. L'avidité dépassait les bornes. Cette demande fut repoussée. Jérôme soupira et demanda, par compensation, qu'on voulût bien, au moins, presser la présentation du projet de loi. On était à la fin de 1847. On lui promit qu'elle se ferait au commencement de la session qui allait s'ouvrir. Il était pressé d'émarge à la feuille des pensions.

Si la Révolution eût tardé de quelques mois, nous aurions eu l'édifiant spectacle de l'ex-roi de Westphalie, pair de France, et prêtant serment à Louis-Philippe, avec la ferme intention de le trahir à la première occasion. Nous en avons été dédommagés en le voyant trahir la République et en entendant son fils insulter les d'Orléans.

Au premier bruit de la Révolution, tous les Bonapartes, tous les Murats faméliques se précipitèrent en France de

tous les points de l'horizon, et accablèrent la République de leurs protestations de dévouement.

M. Napoléon Bonaparte était à Paris; ce fut lui qui commença l'infâme comédie. Dès le 24 février, il pénètre, à travers la foule, jusqu'au gouvernement provisoire, se confond en démonstrations d'enthousiasme, demande humblement l'autorisation de rester en France, à Paris, la reçoit et jure, sans qu'on le lui demande, „fidélité à la République.“ Mais, non content de cela, le 26 février il publie une lettre fort ampoulée où il dit: „que le devoir de tout bon citoyen est de se réunir à la République.“

Mais tous ces serments spontanés à la République n'étaient pas encore refroidis aux lèvres des Bonapartes et de ceux qui arrivèrent immédiatement à la suite, que tous s'occupaient déjà de la trahir.

Le 26 mai, M. Vignerte ayant, dans une discussion, prononcé ces mots: „Quant à la famille Bonaparte, nous l'admettons provisoirement parce qu'elle n'est pas dangereuse; mais, si elle le devenait, elle irait rejoindre les autres;“ M. Napoléon Bonaparte répondit: „... Si un individu se rend coupable, je ne dirai pas seulement d'un attentat, mais d'un délit quelconque contre la République, il doit être frappé avec toute l'énergie des lois. Je serai heureux de voir ce principe toujours appliqué. Tous nous devons maintenir la République. Qu'on sache que celui qui y portera la main sera puni!“

Il y avait, sur les bancs de la gauche, une demi-douzaine d'hommes véreux, tels que les partis en traînent toujours à leur suite, et qui ce sont ouvertement vendus, plus tard, à l'empire. Ce fut à eux que M. Napoléon s'adressa pour lui servir d'introducteurs parmi le républicains.

Fort gêné d'abord, confus même, comme s'il y eut eu en lui une sorte de remords du rôle qu'il jouait, il finit par prendre de l'assurance. Son regard resta oblique, son sourire faux; mais sa voix s'affermir.

Alors, il fallait l'entendre sur son cousin, sur la politique de son cousin, sur l'entourage de son cousin !

M. Napoléon Bonaparte ne manque pas d'esprit. Mais son esprit rencontre plutôt la grossièreté que le trait. Il se laisse aller volontiers au cynisme de l'expression.

Il était donc cynique en racontant la vie d'Hortense Beauharnais, — sa propre tante ne l'oubliez pas, — ses amours adultères avec Werhuel, Flahaut et tant d'autres, la naissance de Louis Bonaparte et celle de Morny. Cette femme était impudique. Qui ne le sait ? Elle fut adultère. Qui l'ignore ? Mais était-ce à son neveu de le rappeler ? Le premier Bonaparte, qui était souvent cynique, a dit un jour qu'il fallait „laver son linge sale en famille.“ M. Napoléon, même dans le rôle simulé d'adversaire, d'ennemi de son cousin, le président, n'aurait pas dû l'oublier.

„Il ne comprend pas,“ disait-il toujours de son cousin, „que le temps de la monarchie est fini en France ; que la république seul y est possible. Elle seule, d'ailleurs, a pu nous faire tous rentrer dans la patrie. Elle seule peut nous y maintenir.“

En 1851, il fit sonder le terrain, cherchant à se faire admettre au sein de la réunion dite de la Montagne. Mais ses affidés trouvèrent une telle répulsion chez certains représentants, qui y étaient de plus influents, qu'il dut, en homme prudent, se contenter de ces préliminaires.

Mais cela ne l'empêcha pas de continuer à voter avec l'extrême gauche. Il était ravi quand certains journaux réactionnaires, ses amis de 1848, l'attaquaient et l'appelaient „le prince de la Montagne.“

Une fois, cependant, il se sépara de celle-ci, dans un vote. C'était à propos de la proposition du rappel de la loi qui bannissait la famille d'Orléans. Non seulement il vota, mais encore il parla pour cette proposition ; et, si ce qui s'est dit alors est vrai, c'était M. Emile de Girardin, son fidèle compère, qui avait écrit son discours. On fut étonné de cette sortie que le journal de M. de Girardin vanta fort.

„Eh! quoi,“ dit un jour, à ce propos, Michel (de Bourges) à M. Bonaparte, „vous votez, vous parlez contre nous?“ — „Vous ne m'avez donc pas compris?“ répliqua celui-ci „ces d'Orléans, il vaudrait mieux les avoir sous la main que d'être obligé d'aller les chercher à Ettenheim.“ Michel reprit, en soulevant ses lunettes et le regardant fixement : „Ce que vous dites là est abominable;“ il passa, laissant M. Bonaparte déconcerté de la réplique et de pareils scrupules.

Les Bonapartes ont toujours eu une morale à eux : celle que n'ont pas les honnêtes gens; et ils s'étonnent quand on la trouve infâme!

Cependant l'heure du grand attentat approchait.

Dans ces derniers jours de la république, M. Napoléon Bonaparte redoubla d'activité et d'intrigue parmi les représentants de la gauche. Il maintenait, qu'il n'y avait rien de sérieux à craindre de son cousin; mais qu'il fallait se défier, plus que jamais, du „complot royaliste“ de Changarnier.

Et il trouvait de dupes!

Enfin, le jour du parjure, le jour de la violation de la Constitution jurée, de toutes les lois divines et humaines arriva; le jour de sang et de deuil.

Nous n'avons pas à en dire l'épouvantable histoire. Nous voulons suivre M. Napoléon Bonaparte dans son rôle.

Il ne se trouva pas à la réunion des représentants, à la mairie du 10^e arrondissement; cette réunion dont les membres furent saisis au collet par le général Forey préalablement payé pour cette besogne. Mais il y avait d'autres réunions, véritables comités d'insurrection plus dangereux peut-être que la réunion du 10^e arrondissement, car ils étaient formés des représentant les plus énergiques de la République. Ces comités se cachaient, car Louis Bonaparte et Morny avaient ordonné de les rechercher activement et d'en fusiller les membres sur place. M. Napoléon Bonaparte fut chargé par son cousin de tâcher de les découvrir. Il y parvint grâce à la naïveté d'un brave repré-

sentant qui crut encore à son „indignation contre le crime,“ à son dévouement à la cause republicaine.

Introduit dans la réunion, M. Napoléon Bonaparte y resta tout le temps qu'on délibéra; mais il s'esquiva au moment où on allait le prier de signer un nouvel appel aux armes. On s'en aperçut: sa disparition parut suspecte; on leva la séance, et on décida qu'on se réunirait ailleurs, dans la soirée même. La précaution était sage: une heure après, sergents de ville et soldats ivres forçaient la porte de la maison en tumulte et n'y trouvaient plus personne.

Il y avait alors cent mille citoyens emprisonnées, proscrits, transportés en Afrique, à Cayenne. La plus simple habileté indiquait que c'était une veine à exploiter. M. Napoléon Bonaparte l'exploita. Il s'entremet et obtint péniblement, disait-il „quelques grâces,“ comme parlaient impudemment alors les criminels.

Le thème était donné. Les affidés y brodèrent des variations élogieuses sur la générosité de l'ex-prince de la Montagne et sur sa fidélité au parti vaincu. La nouvelle de „ces grâces“ ébruitée au loin par les affidés attira à celui qui les avait obtenues de nombreuses suppliques de pauvres femmes, de pauvres enfants dont les maris, les pères manquaient au foyer domestique et se mouraient dans les geôles infectes, dans les climats meurtriers, dans les misères de l'exil.

Il travailla ainsi à se faire une clientèle, pendant quelques mois. Puis, le moment vint de l'utiliser.

L'empire fut relevé par les moyens électoraux que l'on sait; et, pour que nul ne se trompât sur son origine, il inscrivit sur sa couronne la date sinistre du 2 décembre.

M. Napoléon Bonaparte n'avait pris, jusque-là, que des richesses dans la curée de la France; il y prit autre chose, cette fois. Un sénatus-consulte du 18 décembre 1852 l'appela éventuellement au trône; et, cinq jours après, un autre sénatus-consulte lui donnait le titre de prince impérial, une place au Sénat, au Conseil d'État; et, en même temps, il était nommé grande-croix de la Légion d'honneur et général de division.

L'armée du 2 décembre méritait bien de l'avoir pour un de ses chefs; le Sénat et le Conseil d'État pour un de leurs membres. Tous les trois, cependant, regardèrent ces nominations comme des affronts.

La guerre d'Orient déclarée, il demanda, par une lettre rendu publique, à aller partager les dangers de l'armée expédiée en Orient. Son cousin lui donna le commandement d'une division d'infanterie, le fit munir de deux bons généraux de brigade et l'envoya en Turquie, en lui recommandant, sans doute, d'étudier sa théorie, en chemin.

La division Bonaparte fut envoyée en Crimée; et on se battit sur l'Alma. Le combat fut assez rude, on se le rappelle. La division Bonaparte entra au feu, mais successivement et par brigade. C'eût été le moins que, pour donner le baptême de poudre à des épaulettes usurpées, M. Bonaparte marchât avec sa première brigade, qu'il la lançât lui-même, comme le firent galamment ses collègues, Français et Anglais. Mais point: il laissa le général Thomas s'acquitter de cette tâche et recevoir, à sa place, une balle dans le ventre. Il marcha, tout juste et au dernier moment, avec sa seconde brigade, quand déjà l'affaire se terminait. Saint-Arnaud ne l'en cita pas moins avec éloge dans son bulletin. Pour un prince du sang on ne saurait moins faire.

On en reçut bientôt d'étranges nouvelles. Le général et prince Napoléon, annoncèrent les journaux, vient de débarquer à Marseille.

Le prince-général avait vu un coin de l'horrible boucherie, qu'on a appelée bataille d'Inkermann; et, sans pourtant y avoir mis le pied, avait résolu de ne pas rester exposé à être poussé dans de pareilles rencontres.

La colique l'avait pris, et, sans plus attendre, il était monté, dès le lendemain, sur un bateau à vapeur qui l'avait ramené sur les côtes de France. C'était une véritable fuite susceptible de démoraliser les troupes, et qui jetait un reflet peu glorieux sur le trône de Décembre. On se hâta de la couvrir du manteau de la maladie. On n'avoua pas la colique.

d'Inkermann, on affirma une dysenterie, conséquence logique du relâchement de certains organes. La défaite était piteuse.

Le siège de Sébastopol avait déjà duré quatre mois, quand, un beau jour, le *Moniteur* annonça, que le prince-général était nommé président du jury de l'exposition universelle qui allait s'ouvrir à Paris.

Ainsi le héros avait définitivement renoncé aux horreurs, aux luttes homicides de la guerre: il préférait les arts de la paix et les fraternels concours de l'industrie.

A cette nouvelle, un frémissement d'indignation courut dans toute la France, on ne l'a pas oublié. Ah! si la presse eut eu la moindre liberté... Mais elle était, comme elle l'est encore, enchaînée au bague de l'autorisation préalable, de la discipline administrative.

L'opinion publique se vengea, par des quodlibets, des épigrammes et des bons mots, du général déserteur. C'est alors que faisant une variante à son sobriquet de *Plonpon*, on le baptisa *Craint-Plomb*, surnom qui lui est resté. En Crimée, dans le rangs de l'armée incessamment décimée par le fer et le feu, la misère et la maladie, l'exaspération fut au comble. Dans le quartier occupée par la division Napoléon Bonaparte on vit affichée, un matin, sur un gourbis, une grande pancarte, portant en tête ces mots, en gros caractères. „Division Napoléon Bonaparte. Rapport des 24 heures;“ et au-dessous: „cent hommes et sept officiers tués; 360 hommes et 20 officiers blessés; le général de la division absent par désertion.“ Et tous les passants de rire et de respecter l'affiche.

S'il n'avait pas gagné ses épaulettes, il avait, en revanche, bien mérité son surnom de *Craint-plomb*.

Ses singuliers travaux militaires avaient à peine interrompu la propagande de l'Empire „démocratique et social;“ et on citait deçà, delà quelques recrues ayant une façon de notoriété de troisième ordre, qui s'étaient enrôlés, non sans solde, sous la bannière déployée dans les soupers du Palais-Royal. Mais la paix étant faite, Louis-Napoléon avait pensé naturellement à faire bientôt une nouvelle guerre,

car il est reconnu, à bon droit, aux Tuileries, que la guerre est la soupape de sûreté de l'empire.

Aussi, tout en continuant ses intrigues parmi les véreux, les faibles de cœur et d'esprit du parti républicain, M. Napoléon Bonaparte fut chargé de travailler à fond les pros-crits, les émigrés de divers pays que Louis-Napoléon, président de la République ou empereur, n'avait pas expulsés de France. Italiens, Hongrois, Allemands, Polonais, tous furent passés en revue par des affidés, par M. Napoléon Bonaparte, la bourse à la main, le promesse à la bouche, et annonçant la guerre „des nationalités,“ la guerre prochaine, pendant que son cousin l'empereur et ses ministres se confondaient en protestations pacifiques, en assurances de respect des traités. Et d'autres émissaires partis du Palais-Royal, parfois des Tuileries, allèrent travailler les esprits en Angleterre, en Belgique, en Suisse, etc.

Pendant qu'on se battait si rudement en Italie, M. Napoléon Bonaparte avait fait aussi campagne. En dépit de sa triste réputation de Crimée, on lui avait donné le commandement d'un corps d'armée; mais on s'était rappelé son horreur des luttes homicides de la guerre; et on l'en avait tenu loin. On l'avait envoyé en Toscane, là où il n'y avait pas à combattre, où il n'y avait qu'à intriguer, où il devait bientôt, croyait-il, se coiffer d'une couronne. Il ne brûla pas une cartouche. Telle fut la part qu'il prit dans les périls et la gloire de cette guerre. Ses soldats, furieux d'avoir été ainsi tenus à l'écart, s'en vengèrent en l'appelant „l'immortel“ (celui qui ne périt pas).

L'autre jour, Louis Napoléon a chargé son cousin Napoléon d'arborer à son Sénat le drapeau de la propagande resté accroché, jusque-là, aux murs de la salle à manger du Palais-Royal; et celui-ci s'est acquitté de cette mission comme de toutes celles qui lui ont été confiées depuis quinze années.

Pendant trois heures, il a parlé, crié, insulté, injurié, provoqué, menacé, faisant l'éloge pompeux de son cousin, glorifiant l'attentat, les crimes, les égorgements, les dépor-

1129
tations, les exils de décembre, la destruction de la République, l'écrasement de la démocratie, recitant un discours fait, revu, arrêté aux Tuileries même, mais qu'il revendique comme sien. Nous le lui laissons. Mais nous avons voulu y relever les injures qu'il a lancées à des hommes qui furent la probité et le courage même; et nous avons cru que le meilleur moyen de le faire, était de dire ce qu' a été, ce qu'est l'insulteur.

Oui, M. Napoléon Bonaparte a assailli de ses demandes, de ses protestations de dévouement „ces hommes de 1848“ qu'il injurie bassement, lâchement, aujourd'hui. Oui, M. Napoléon Bonaparte a acclamé publiquement la République de 1848 qu'il bafoue aujourd'hui. Oui, il lui a juré dix fois à la tribune inviolable fidélité, absolu dévouement. Il a traité de calomniateurs ceux qui l'accusaient, lui et son cousin Louis, de conspirer contre elle, de méditer la restauration de l'empire. Oui, M. Napoléon Bonaparte, après avoir été réactionnaire à l'assemblée constituante, a pris le masque de la Révolution à la Législative pour s'immiscer dans les rangs de l'opposition républicaine, pour la diviser, la faire dévier, l'égarer, pour l'espionner. Oui, M. Napoléon Bonaparte a préparé, pour sa part, dans ce rôle, le mieux qu'il a pu, préparé, par l'hypocrisie et la ruse, le guet-apens du 2 décembre, où il a trouvé titres, palais, châteaux, broderies, épaulettes, millions et le reste. Oui, M. Napoléon Bonaparte est chargé par son cousin d'embaucher, par de nouveaux mensonges, par de nouveaux artifices, des soutiens, des adhérents à la tyrannie impériale. Oui Napoléon Bonaparte trompe les patriotes étrangers comme il a trompé les républicains de France. Oui, M. Napoléon Bonaparte, général de par le 2 décembre, a manqué à la guerre de la plus essentielle qualité du soldat.

Fourberie, perfidie, lâcheté, ces trois mots résument sa vie.

Toutes les amplifications du *Constitutionnel*, du *Siècle*, de la *Patrie*, de l'*Opinion nationale*, de la tourbe des écrivains serviles, ne prévaudront pas contre la vérité!

